

1. **L'opinion traverse un momentum très particulier** que le Pacte de responsabilité a saisi. Elle préfère (c'est exceptionnel) laisser de la liberté aux entreprises plutôt que les réguler ; donne la priorité à l'emploi (54%) devant les salaires (même si la gauche est divisée sur ces arbitrages) ; n'a jamais été aussi clivée politiquement, mais est paradoxalement très favorable à un discours patriotique, transcendant les clivages politiques, mettant chacun devant ses responsabilités en repoussant les querelles partisans habituelles. On peut y voir le résultat de plusieurs facteurs :
 - **un effet de cycle long**, « thermostatique » : en deux ans, l'arbitrage entre liberté et contrôle des entreprises a ainsi été renversé. 6 Français sur 10 pensent aujourd'hui que l'Etat doit laisser plus de liberté et faire davantage confiance aux entreprises, 4 sur 10 qu'il doit davantage les contrôler : le rapport était exactement inverse il y a deux ans (*Opinion Way/Cevipof, janvier 2014*). A cela s'ajoute probablement **une érosion plus structurelle de la confiance en l'Etat** pour résoudre les problèmes du pays, qui pousse également vers les entreprises.
 - **une prise de conscience, fortement accélérée ces derniers mois, que des solutions énergiques sont désormais absolument nécessaires pour éviter que la France ne décroche**. La chute est de 10 points en deux ans sur le jugement de la place de la France dans la compétition économique mondiale. Elle est plus massive encore (**18 points**) sur le sentiment d'avoir fait suffisamment d'efforts pour rester compétitive (à 35%) (*IFOP/Sud Ouest, janvier 2014*).
 - enfin, le sentiment que, **pour la première fois depuis 5 ans, la sortie de la crise est peut-être à portée de main** après avoir désespérément attendu le moindre signal positif (« l'espoir » progresse de + 5 points dans le baromètre mensuel *Ipsos/SIG*) provoque un **sursaut qui amène à vouloir saisir, coûte que coûte, cet espoir**.
2. **ce momentum explique la très bonne réception du Pacte de responsabilité** (entre 60 et 70% selon les questions : peu d'annonces ont été aussi bien jugées depuis 20 mois).

L'opinion de gauche, avec quelques nuances, suit très largement ces orientations (bien plus que le cœur militant) : elle est elle-même touchée par les effets de cycle long, autant sur l'entreprise (+16 points à gauche souhaitent desserrer les contraintes sur les entreprises) que sur la réforme de l'Etat (50%, +17 points en 2 ans, estiment que l'on peut avoir des services publics de qualité avec moins de fonctionnaires - *Ifop/Le Figaro, novembre 2013*) ; elle est aussi convaincue du décrochage de la France, et est aussi très sensible à l'espoir.

46% des sympathisants de gauche estiment ainsi que les annonces vont dans le bon sens, car il faut aider les entreprises, et 34% estiment même qu'elles ne vont pas encore assez loin. Seul 1 sympathisant de gauche sur 5 estime que les annonces vont trop dans le sens des entreprises (*Ifop/SIG* - un autre sondage donne des résultats similaires : **52% des sympathisants de gauche estiment la politique menée équilibrée, ni trop ni pas assez favorable aux entreprises** - *BVA, janvier 2014*).

Et si, interrogés plus généralement, près de la moitié des sympathisants de gauche jugent que la politique du gouvernement n'est pas assez « de gauche » (*Ipsos/SIG, novembre 2013*), tout porte à croire que **c'est dans d'autres domaines que des signaux sont attendus** (fiscalité ; lutte contre les inégalités ; « sécurisation » économique et protection sociale).

3. pour que le mouvement de l'opinion se poursuive, il semble utile de :

- **assurer la crédibilité des annonces. L'effet de surprise des annonces reste fragile**, faute d'être appuyée sur une crédibilité a priori de l'action du gouvernement :

- **sur les effets sur l'emploi. Laisser leur chance aux entreprises est pour l'opinion très loin d'être un blanc-seing** : seuls 34% pensent que les entreprises délivreront les contreparties auxquelles elles se seront engagées (*Ifop/SIG*) ; et 27% pensent que les entreprises tiendront leurs promesses en termes d'emplois (27%).

La méthode pour déterminer les contreparties (qui pour l'opinion devraient être avant tout de la création d'emplois - à 53% -, bien devant des augmentations de salaires - à 18%), **la réalité de l'action et des pouvoirs de l'Observatoire annoncé** seront donc déterminants.

- **sur les retombées concrètes pour les travailleurs. Des gestes signifiant l'attachement à la valeur travail et au mérite** (qui sont régulièrement jugées comme les moins bien défendues par le gouvernement depuis la défiscalisation des heures supplémentaires et la réforme de l'auto-entrepreneuriat) **pourraient s'avérer nécessaires** afin de crédibiliser auprès de la « France du travail » cette volonté de favoriser réellement l'emploi (risque que le choc de confiance n'ait pas lieu sans ce discours complémentaire - cf. effet neutre du CICE).
- **sur la réduction des dépenses.** Les Français doutent ainsi que le gouvernement soit en mesure de réduire les dépenses comme annoncé (26% de confiance, *Ifop/Sud-Ouest*).

Il est nécessaire à la fois d'apaiser les craintes (les fonctionnaires sont majoritairement mal à l'aise avec les orientations annoncées) et, en **attendant de pouvoir préciser les coupes, de rassurer sur le rôle de l'Etat et la préservation du modèle social.**

Les réductions de dépenses, sans discours sur l'évolution de l'Etat, risquent en effet d'être perçues comme un désengagement de l'Etat de son rôle de clé de voute du modèle social. Le fait qu'une partie du Pacte de responsabilité touche précisément des allocations familiales renforce ces craintes (en particulier ce qui pour une grande partie de l'opinion doit être « intouchable » : la santé, l'éducation, les retraites).

- **aller vite. Ce momentum pourrait ne pas durer** : dès que la croissance reprendra et que les coupes dans les dépenses se concrétiseront, les revendications catégorielles reprendront leurs droits et l'élan qui poussait à saisir cette reprise disparaîtra.
- **insister sur l'aspect patriotique.** D'une part pour ne pas donner l'impression de mener cette politique pour les seules entreprises mais bien par l'intérêt supérieur du pays ; d'autre part afin de conforter l'image au-dessus des partis (très bien accueilli par l'opinion) qui permet de **mettre chacun devant ses responsabilités et de prendre l'opinion à témoin.**/. (*AA/CM*)